

Mutations du travail : et si on faisait mieux avec moins ?

**Rencontre avec ces entrepreneuses et entrepreneurs
qui ont trouvé des solutions pour concilier adaptation du
temps de travail et performance de leur entreprise. p. 9**

En partenariat avec

CCI NANTES ST-NAZAIRE



NANTES
ST-NAZAIRE
DÉVELOPPEMENT



SÉCURITÉ INFORMATIQUE

Création d'une charte de solidarité territoriale cybersécurité

Le 4 mars 2025, 24 structures se sont réunies pour signer la charte de solidarité territoriale cybersécurité. Créée par Nantes Métropole, elle répond à l'essor du numérique et notamment à la montée des cybermenaces. Selon une étude publiée par cybermalveillance.gouv.fr en novembre 2024, le piratage de comptes constituait en 2023 la principale menace pour les entreprises (23 %), suivi de l'hameçonnage (21 %). Une collectivité sur 10 déclarait avoir été victime d'une ou de plusieurs cyberattaques au cours des 12 derniers mois.

Un cercle de coopération collaboratif

Dans ce contexte et dans le cadre de sa politique publique en faveur d'un numérique responsable, la métropole et ses partenaires ont lancé une démarche collective. L'objectif : mettre en place un cercle de coopération et d'entraide entre acteurs publics et privés sur les enjeux de cybersécurité. Ce cercle de coopération vise à collaborer au long cours, afin de prévenir le cyberrisque, et pourra aussi être sollicité en cas de crise. Cette charte de solidarité territoriale cybersécurité est une réalisation



concrète de la démarche. Vous pouvez rejoindre ce cercle de coopération et signer la charte. ■

+ d'infos sur
entreprises.nantesmetropole.fr

RENDEZ-VOUS

Un nouveau club d'entreprises à Rezé

Rezé entreprises ensemble Loire est une association née en avril 2025, avec le soutien de la CCI Nantes Saint-Nazaire et en collaboration avec Nantes métropole qui finance la démarche, dans le but de dynamiser le territoire via des projets, des événements et des échanges communs. Ses objectifs sont d'être l'interlocutrice économique privilégiée des acteurs institutionnels (Ville de Rezé, Nantes Métropole, CCI...) ; d'être force de propositions, d'être associé en amont aux projets structurants de la commune ; de favoriser le développement d'actions RSE au sein et entre entreprises ; de promouvoir les activités économiques de la commune : favoriser la création, le développement et la pérennité des entreprises ; d'apporter de l'information et de la formation aux adhérents. La coprésidence est assurée par Alexis Raillard (Transec) et Emmanuel Saint Jalmes (Astikoto).

+ Bulletin d'adhésion disponible sur
paysdelaloire.cci.fr

FACTURATION ÉLECTRONIQUE

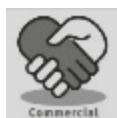
Fin des factures papier en septembre 2026



L'obligation d'établir des factures électroniques entrera en vigueur en septembre 2026. Conformément à la législation, toutes les entreprises assujetties à la TVA seront tenues d'adopter ce nouveau mode de facturation. Anticiper ce changement permet de se renseigner sur une solution adaptée à ses besoins, de s'assurer de la compatibilité de son système d'information avec la plateforme Chorus Pro et de former ses équipes.

+ La CCI édite un guide de la facturation numérique à retrouver sur paysdelaloire.cci.fr

AUTOÉVALUATION



Évaluez vos pratiques grâce aux diagnostics en libre accès

Il est possible d'évaluer gratuitement votre maturité d'entreprise sur différentes thématiques grâce à des diagnostics mis à disposition par la plateforme RSE de la métropole nantaise et de la CCI.

La plateforme RSE met gratuitement à votre disposition un diagnostic RSE généralistes et 5 modules complémentaires, correspondant aux 5 piliers de la RSE : l'économie, l'environnement, la gouvernance responsable, le social et le territoire.

Pour chaque module, vous investissez 10 à 15 minutes pour connaître votre degré de maturité et vous recevez à l'issue votre positionnement et un rapport détaillé pour vous orienter vers des solutions adaptées à votre entreprise.

La CCI propose pour sa part des diagnostics pour évaluer la maturité de votre entreprise sur les thématiques RSE, écoconception, déchets, biodéchets, eau, énergie ou encore numérique responsable, et identifier les axes de progrès essentiels à votre activité.

Les questionnaires sont en ligne, gratuits et rapides (- de 5 minutes) et vous recevez instantanément un rapport PDF détaillé comprenant des recommandations personnalisées.

+ d'infos sur entreprises.nantesmetropole.fr
et sur paysdelaloire.cci.fr

FONDS DE SOUTIEN

Capital croissance 44 pour soutenir la croissance d'entreprises à impact environnemental

Créé en 2024, Capital croissance 44 est un fonds de capital-investissement qui a pour objectif d'accompagner la croissance d'entreprises à impact environnemental. Doté d'1M€ par la CCI, Capital croissance 44 accompagnera en fonds propres une quinzaine d'entreprises de Loire-Atlantique. Il cible les entreprises industrielles et de services de Loire-Atlantique en phase de développement, avec un chiffre d'affaires significatif déjà établi, qui proposent des solutions innovantes répondant aux défis environnementaux, démontrent un potentiel de création d'emplois localement, contribuent à la valorisation d'une filière existante ou à l'émergence d'une nouvelle filière d'avenir. Au-delà d'un renforcement des fonds propres, Capital croissance 44 offre plusieurs avantages : un accès privilégié au réseau de la CCI et à son écosystème ; un accompagnement personnalisé ; un actionnaire engagé.

+ d'infos sur paysdelaloire.cci.fr



BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL

Favoriser la lecture dans l'entreprise

Face aux études qui démontrent une baisse du temps consacré à la lecture d'un livre et une hausse du temps passé devant les écrans (et aux « 84% des participants de la consultation citoyenne "Comment développer le goût pour la lecture de tous les Français" menée en 2023 par Make.org à l'initiative du Centre national du Livre (CNL) qui pensent qu'il faut développer les dispositifs permettant la lecture en entreprise », le CNL a créé, en 2024, une Charte pour le livre et la lecture en entreprise. « La lecture contribue au bien-être au travail des salariés, au renforcement de l'esprit d'équipe, à l'expression individuelle et collective, aux débats d'idées... Développer la place du livre en entreprise, c'est contribuer à l'épanouissement personnel et culturel de chacun, ouvrir des espaces de liberté et de réflexion, s'enrichir d'autres regards. » La signature de la charte permet notamment aux entreprises de bénéficier de l'accompagnement du CNL, qui a aussi édité un guide pratique sur la façon de déployer et développer la lecture dans l'entreprise.

+ d'infos sur centrenationaldulivre.fr/lire-en-entreprise

Delta Meca Passage en Scop réussi grâce à l'amorçage

Le modèle des Sociétés coopératives et participatives dans l'industrie n'est pas une évidence. Alors qu'elle était en plein développement, Delta Meca est devenue la première Scop d'amorçage de France en 2015 et a réussi sa transformation.

Par **Nolwenn Perriat**

À la création de Delta Meca en 2008, les deux fondateurs, Christian Caillé et Mireille Bréheret savaient déjà qu'ils transmettraient l'entreprise aux salariés. Cette société d'usinage et de chaudronnerie de pièces mécaniques unitaires d'urgence s'est rapidement développée avant de devenir la première Scop (Société coopérative et participative) d'amorçage de France en 2015. « Une Scop d'amorçage est un dispositif qui permet à la société d'obtenir le statut de Scop mais les salariés ont 7 ans pour devenir majoritaires, explique Sophie Letort, présidente du CA. Cela permet de transmettre des entreprises qui valent de l'argent, que les salariés ne peuvent pas racheter d'un seul coup. Les Scop peuvent avoir cette image de rachat d'entreprise en difficulté mais Delta Meca était viable et saine donc l'amorçage permet de rembourser la dette sur plusieurs années. » Finalement le rachat a été réalisé en 5 ans, les dirigeants-fondateurs ont quitté l'entreprise en 2020. « Le passage en Scop a été imposé par les fondateurs mais 95 % des salariés sont devenus sociétaires, ça nous

convenait », précise Arnaud Chevalier, directeur général. Chaque sociétaire a mis 5 000 € dans l'opération.

Un passage qui se prépare

De 2013 à 2015, des formations avec l'Urscoop (Union régionale des Scop) ont été dispensées aux futurs sociétaires, un comité directeur a été mis en place pour organiser la transition... « Ce n'est pas un mode de gouvernance classique, surtout dans l'industrie, indique Sophie Letort. Il fallait que les salariés comprennent et adhèrent. » Entre 2015 et 2020, avec les fondateurs encore présents, le mode de fonctionnement évolue peu. En 2020, Arnaud Chevalier et Damien Vostry, les nouveaux dirigeants élus veulent vraiment changer les choses. « Avec le Covid, nous nous sommes concentrés sur l'activité de Delta Meca, ce qui a été une erreur car il y avait des tensions dans l'entreprise, le modèle Scop n'était finalement pas si bien compris et intégré, se rappelle Arnaud Chevalier. La CCI nous a accompagné pour ré-expliquer, reposer les bases, former les membres du CA... Les sociétaires ont com-

LA FICHE D'IDENTITÉ

Delta Meca

- > Directeur général : Arnaud Chevalier
- > Présidente du CA : Sophie Letort
- > Création : 2008
- > 48 salariés + 7 apprentis
- > Statut : SA coopérative
- > Chiffre d'affaires : 7 millions d'€ en 2024

LE CHIFFRE

5ans

ont été nécessaires
aux salariés-associés pour racheter l'entreprise grâce au dispositif d'amorçage.

.../... Suite page 6

«

L'ambiance est plus sereine dans les ateliers, les salariés-associés sont plus impliqués, notre niveau de performance est excellent, l'intelligence collective permet des décisions plus abouties »

Arnaud Chevalier directeur général de Delta Meca

Photo : Patrick Garçon - Nantes Métropole

Delta Meca Passage en Scop réussi grâce à l'amorçage



.../... Suite de la page 4

pris que nous avons tous le même intérêt à ce que l'entreprise fonctionne, que nous devons travailler tous ensemble et que le partage est équitable. »

Un rythme trouvé à maintenir

Si la gouvernance est aujourd'hui apaisée et fonctionne, la vigilance reste de mise car « passer du métier de soudeur à administrateur ne se fait pas en 5 minutes, ajoute Sophie Letort. La montée en compétences sur le plan financier notamment, demande du temps, de l'énergie. Nous discutons beaucoup en conseil

d'administration, entre les séances également pour être transparent et que tout le monde comprenne. » Depuis le passage en Scop, le chiffre d'affaires est passé de 4,9 millions d'€ à 7 millions mais y a-t-il un lien de cause à effet ? « Je l'espère ! avance Arnaud Chevalier. L'ambiance est plus sereine dans les ateliers, les salariés-associés sont plus impliqués, notre niveau de performance est excellent, l'intelligence collective permet des décisions plus abouties et peut-être que nos clients viennent aussi pour ça avec la valeur que prend la RSE aujourd'hui. » ■

+ d'infos sur la passage en SCOP, contactez L'Urscoop.

Tél : 02 99 35 19 00 – Mail : urouest@scop.coop

Bilan carbone et feuille de route

Début 2025, Delta Meca a démarré une démarche RSE par un audit de l'entreprise. Son bilan carbone va être réalisé, 320 panneaux solaires vont être installés et un plan d'action va être élaboré pour les années à venir. « En 3 ans nous avons déjà réduit de 30 % notre facture énergétique, l'idée est d'aller plus loin et de produire plus durable », conclut Arnaud Chevalier.

66 Les Scop peuvent avoir cette image de rachat d'entreprise en difficulté mais Delta Meca était viable et saine donc l'amorçage permet de rembourser la dette sur plusieurs années. »

Sophie Letort présidente du CA de Delta Meca

LA FICHE D'IDENTITÉ

MACHE

- > Dirigeante : Élise Belard
- > Création : mars 2025
- > 6 salariés
- > Statut : Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC)

LA JEUNE POUSSÉ

MACHE fait pousser la filière bio

Créé en mars 2025, ce groupement coopératif fédère les acteurs locaux de l'alimentation bio et leur propose des services mutualisés. Avec un objectif : pérenniser et créer des emplois dans le secteur.

Par **Jeanne Ferron-Guillot**

Élise Belard, dirigeante de MACHE.

Photo: Patrick Garçon - Nantes Métropole

LE CHIFFRE

7
activités

avaient déjà rejoint MACHE en avril 2025. Pour fonctionner, le groupement doit réunir une **cinquantaine d'entreprises.**

Les graines sont tout juste semées et voilà les premières pousses : traiteur, chocolatier, boulangerie et café ont déjà rejoint MACHE, le Mouvement pour une alimentation coopérative humaine et écologique co-fondé par Élise Belard, ancienne co-directrice de L'Ouvre-Boîtes 44. « Nous sommes partis d'un triple constat. Des commerces de bouche souhaitaient être hébergés à L'Ouvre-Boîtes mais ce n'était pas possible dans le cadre de la coopérative d'activité et d'emploi. Depuis la crise sanitaire, on observe un boom des reconversions avec des porteurs de projets qui véhiculent de belles valeurs mais n'ont pas forcément les codes de l'entrepreneuriat. Et il y a une crise du bio et du local : des commerces ouverts pendant les années Covid ont fermé. Nous nous sommes dit qu'il fallait soutenir ces structures portées par des indépendants et en créer de nouvelles. » Déployé sur 200 km autour de Nantes, MACHE propose un « circuit court de l'entrepreneuriat ». Les entreprises sont cosociétaires. La gestion et le volet fiscal ou juridique sont gérés en interne « plutôt que de passer par des intermédiaires qui captent la valeur ajoutée ». Les professionnels bénéficient d'un accompagnement personnalisé, d'une mise en réseau entre pairs et d'une mutualisation de services. Pour fonctionner, le groupement coopératif, qui bénéficie d'un soutien de Nantes Métropole, doit fédérer une cinquantaine de commerces. Il peut s'appuyer sur l'expérience du GRAP (Groupement régional alimentaire de proximité) à Lyon : « Treize ans d'existence, 65 commerces et 25 millions d'euros de chiffre d'affaires. Ça montre que cela fonctionne ! » ■

+ d'infos sur mache.coop

LA FICHE D'IDENTITÉ

Velonomy

- > Dirigeants et co-fondateurs : Charles Thiolon, Grégoire Thiolon
- > Date de création : 2020
- > Nombre de salariés : 4
- > Statut : Société par actions simplifiées (SAS)

ÉCO SOCIALE & CIRCULAIRE

Avec Velonomy, les salariés se mettent à la petite reine

Fondée en 2020 par Charles et Grégoire Thiolon, l'entreprise facilite le passage des salariés au vélo en proposant des formations personnalisées.

Par **Jeanne Ferron-Guillot**

« Nous ne sommes pas des loueurs de vélo, plutôt des créateurs de cyclistes », résume Charles Thiolon. Alors que les trajets domicile-travail représentent jusqu'à 30 % de l'empreinte carbone d'une entreprise, Velonomy encourage les déplacements en cycle des travailleurs depuis sa création il y a 5 ans : « Le gouvernement a fixé un objectif de 12 % de part modale vélo en 2030, nous sommes à peine à 4 %. Notre ambition est d'accélérer ce déploiement en travaillant avec les entreprises. Pour atteindre cet objectif, il ne suffit pas de proposer des vélos. Il faut prendre les gens par la main pour changer les habitudes et donner confiance. » Outre la mise à disposition de deux-roues à l'achat et en location, Velonomy forme les salariés avec des rappels au code de la route, les bonnes pratiques, et établit avec eux un itinéraire domicile-travail. Les néo-cyclistes sont ensuite accompagnés lors de leurs premiers déplacements pour une mise en route sereine. Une cinquantaine d'entreprises ont déjà fait appel à ses services. Parmi elles : Nature et Aliments, De l'Assiette au Champ, les crèches Happy Ba'bees... Velonomy a récemment développé un programme « Ambassadeurs » adopté par les agences Thierry Immobilier et le réseau de comptabilité et de conseil Baker Tilly. « On sélectionne des salariés que l'on va accompagner pendant 6 à 12 mois. C'est un changement d'habitude sur le long terme pour eux avec un bilan à la fin de l'expérience. Et ça crée une dynamique dans l'entreprise avec des collègues qui peuvent s'identifier et avoir envie de s'y mettre eux aussi. » Velonomy s'attache à évaluer le bien-être des nouveaux vélotafeurs : « Ce qui revient le plus souvent, c'est le sentiment de liberté, la réduction du stress, la maîtrise de son temps et aussi les économies réalisées par rapport à l'utilisation de la voiture. » ■

LE CHIFFRE

+ de 500

personnes
accompagnées, dans
la pratique du vélo, par
Velonomy depuis 2020

+ d'infos sur velonomy.com

Mutations du travail : et si on faisait mieux avec moins ?

On peut réduire et réorganiser le temps de travail et maintenir, voire améliorer ses performances. Un expert l'affirme, et deux entreprises témoignent de leur expérience réussie.



Dossier réalisé par **Pascale Wester**

partager des solutions qui changent l'entreprise

Les actus
éco
p. 2 & 3

Le jour où
j'ai changé
p. 4 & 6

Les pitchs
transitions
p. 7 & 8

**Le dossier
des
transitions
p. 9 à 16**

Le grand
rendez-vous
des Engagées
p. 17 à 20

L'édito
p. 21

Zoom
sur un grand
projet
p. 22 & 23

Zoom
sur un
éco-
système
p. 24 & 25

Zoom
sur une
zone en
développement
p. 26 & 27

Fiches
pratiques
p. 28 à 31

La boussole
de l'économie
soutenable
p. 32

> **P. 9** <
Été 2025

REGARD D'EXPERT

Il faut casser un mythe : le nombre d'heures travaillées ne fait pas le résultat

Redonner du temps à chacun pour le bien-être de tous, sans compromis sur la performance, c'est le credo de Philippe du Payrat, spécialiste et militant convaincu de la semaine en quatre jours.

Par **Pascale Wester**

QUI EST L'EXPERT ?

Philippe du Payrat, diplômé en management (ESCP business school) a été délégué général de MaVoie, association d'insertion professionnelle des jeunes, avant de cofonder l'entreprise sociale 4jours.work, qui accompagne les entreprises et CSE dans leur réflexion préliminaire ou leur passage à la semaine de quatre jours sous toutes ses modalités.

Qu'est-ce que la semaine de quatre jours ?

Le principe général est de parvenir à trois jours de repos par semaine, sans perte de salaire. On peut contracter le temps de travail hebdomadaire sur quatre jours, annualiser le temps de travail pour libérer des jours pendant les baisses d'activité saisonnières, instaurer l'alternance de semaines longues et courtes, avoir un week-end de quatre jours toutes les deux semaines, un mois libre sur cinq... De nombreuses combinaisons sont possibles. Il n'y a pas de modèle-type. C'est de la dentelle. Parmi les 400 entreprises accompagnées internationalement par notre groupe, pas une seule ne s'est organisée de la même manière.

Quelles raisons peuvent amener une entreprise à aménager le temps de travail de ses salariés ?

Certaines ont un problème d'attractivité, du mal à recruter et à fidéliser leurs employés, le temps de travail est un argument. Deuxième raison : la volonté d'innover, de gagner en productivité. Enfin, le souci de prendre soin de ses employés : des salariés heureux, c'est une performance éco-

nomique à la clé. Ces différentes motivations se croisent et se cumulent.

Paradoxalement, quand on libère un jour par semaine, on produit plus ?

Il faut casser un mythe : le nombre d'heures travaillées ne fait pas le résultat. Quels que soient l'âge, le genre et le métier, la qualité de vie au travail est l'avantage le plus demandé par les travailleuses et travailleurs. Dans les entreprises passées à quatre jours par semaine, 96 % des salariés souhaitent continuer : « Ça a changé ma vie, je dors plus, j'ai davantage de lien social, j'ai du temps pour mes enfants, je me sens en meilleure santé... », affirment-ils. Quand on arrive plus reposé au travail, on est plus productif. Une expérience menée en Allemagne par quarante entreprises qui ont réduit de 10 % le temps de travail de leurs salariés a démontré que leur rentabilité n'a pas changé. Il arrive même qu'elle augmente. On a noté aussi que l'absentéisme peut diminuer de deux tiers. Très majoritairement, les résultats sont probants puisque 90 % des entreprises qui sont passées à quatre jours par semaine conservent ce rythme.

Quelles sont les conditions de réussite de la transition à quatre jours de travail hebdomadaire ?

La semaine de quatre jours, c'est tout sauf « vendredi off » ! Il faut prendre le temps de concevoir son propre modèle prenant en compte les aspects juridique, RH, communication interne et externe, organisation... et se poser les bonnes questions : quelle est ma performance actuelle ? Quelles sont les conditions de ma performance future ? Et ne pas craindre de repenser complètement le fonctionnement de l'entreprise. Il faut faire le tour des gains de productivité possibles, repenser les réunions trop longues ou inutiles, revoir les priorités stratégiques, améliorer la communication intra et interservices... Tout cela permet de gagner un temps précieux, ou plutôt d'éviter de le gaspiller. La semaine de quatre jours suppose aussi un nouveau contrat moral avec les salariés. Leur engagement est important pour réussir l'expérience, et il ne fait qu'augmenter avec la réduction du temps de travail. Ils ont envie que ça marche, parce que cela leur convient.

Plus globalement, la réduction du temps de travail est un enjeu de société ?

Oui. Il nous faut anticiper aussi les évolutions de la société. On est dans un autre monde. Les femmes travaillent, on travaille plus longtemps. On a besoin de trouver du temps pour faire société, ce que ne permet pas le modèle actuel. Si les nouvelles générations doivent travailler jusqu'à 70 ans, il faut évidemment que cette perspective soit accompagnée de bonnes conditions de travail, permettant de concilier harmonieusement vie professionnelle et vie personnelle. Parallèlement, le vieillissement de la population augmente le nombre d'aidants, qui doivent ajouter à leur semaine de travail du temps passé auprès d'un proche âgé. Notre système génère des burnouts, des parents en galère, des aidants en galère... Au moindre grain de sable, tout pète. Enlever des heures de travail dans la semaine donne une souplesse, de la respiration. On n'est qu'au début de la courbe. La semaine de cinq jours est aujourd'hui une évidence, alors qu'on a travaillé sept, puis six jours par semaine jusqu'au début du vingtième siècle.

L'économie sociale et solidaire se soucie-t-elle particulièrement de revoir le temps de travail ?

Par leur nature même, les entreprises de l'ESS prêtent attention à la qualité de vie des salariés. On y pratique davantage le télétravail, par exemple. Elles représentent la moitié des organisations passant à quatre jours par semaine. Il s'agit sou-



« 90 % des entreprises qui tentent la semaine de quatre jours sont convaincues par l'expérience. » Philippe du Payrat 

vent d'entreprises où les salaires ne sont pas très élevés. Cela est en partie compensé par l'intérêt que portent les employés à un secteur porteur de valeurs, mais cela ne suffit pas toujours à attirer et conserver les meilleurs talents. Proposer une meilleure qualité de vie représente un atout non négligeable. ■

EN CHIFFRES

Nationalement :

23 %

des entreprises de plus de 50 salariés déclarent avoir déjà testé la semaine de 4 jours, dans au moins un service ou un département (baromètre Travail 2024).

459

c'est le nombre d'accords d'entreprise mentionnant la semaine de quatre jours en 2023 (chiffre multiplié par 5 entre 2020 et 2023, mais qui demeure marginal puisque 17 000 accords sur le temps de travail ont été signés en 2023).

(Source Légifrance)

77 %

des Français-es (83 % des 25-34 ans) seraient favorables à une semaine de quatre jours sans baisse de salaire (baromètre de l'économie AGPI, 2024).

Des pistes pour moins/mieux travailler

On ne réduit pas le temps de travail dans une entreprise du jour au lendemain. Le projet requiert préparation et concertation. Quelques pistes et exemples pour susciter – peut-être – l'envie et lancer la réflexion.

Quelques pistes

1

Une organisation nécessairement sur mesure

Réduire le temps de travail dans l'entreprise n'induit pas obligatoirement d'embaucher pour compenser les heures « libérées ». Nature de l'activité, taille de l'entreprise, profil des salariés... Autant de variables empêchent l'application d'une recette. « Bien » diminuer le temps de travail ou de présence hebdomadaire des salariés (en évitant des écueils tels que journées trop longues, incidences sur la cohésion et la convivialité dans les équipes...) implique de commencer par le diagnostic de son activité pour la réorganiser de manière à supprimer ou réduire les temps « perdus » et répartir mieux le temps utile. Mais il peut s'agir aussi de répartir annuellement le temps de travail pour faire face aux pics d'activité et travailler moins en périodes creuses. De multiples combinaisons sont envisageables dans le cadre d'accords d'entreprise.

2

Ce que dit la législation

La durée légale du travail étant fixée en France à 35 heures par semaine, le passage à 32 heures constitue une réduction du temps de travail et un changement des conditions de travail nécessitant un accord collectif ou celui du salarié. En l'absence d'accord collectif, l'entreprise peut organiser 35 heures sur quatre jours à condition que les journées ne dépassent pas dix heures ; avec un accord collectif, des journées de 12 heures sont possibles. L'accord d'entreprise permet d'organiser une modulation du temps de travail : il indique la répartition des heures sur quatre jours, les modalités de suivi du temps de travail, l'impact sur les heures supplémentaires, le droit à la déconnexion et la prévention des risques psychosociaux. En cas d'accord individuel, un avenant au contrat de travail est obligatoire.

- 4jours.work (Cf. « regard d'expert ») met à disposition sur son site de nombreuses informations sur le passage aux quatre jours de travail hebdomadaires et propose un **diagnostic en ligne gratuit** ainsi qu'un accompagnement (payant).
- Réduction des temps de trajet, meilleure structuration des journées, moins d'interruptions donc plus de concentration : **le télétravail** peut comporter des avantages significatifs sur la productivité et constituer un levier pour réduire le temps de travail.
- **La planification collaborative du temps de travail**, telle que la pratique ADT44, favorise l'autonomie et l'adaptabilité et donne de la souplesse dans l'organisation collective.
- Le site droits-salaries.com met à disposition **des accords d'entreprise**, dont plusieurs exemples d'accords négociés pour le passage à 32 heures de travail hebdomadaire.



Photo : Gettyimages

Quelques exemples

3

Exemples en France...

- L'agence nantaise d'Acorus (ETI d'écovénement en sites occupés, 1 600 salariés), est passée de 39 heures sur cinq jours à 35 heures sur quatre jours en 2023. Après un an d'expérimentation et un bilan positif (satisfaction des salariés, baisse du turnover, de l'accidentologie et de l'absentéisme...), le dispositif a été étendu à 18 agences.
- Depuis le 1^{er} mai dernier, dans le restaurant **Les Grands buffets de Narbonne**, pour compenser la longueur des journées de travail avec coupures, les serveurs et maîtres d'hôtel travaillent trois jours et demi par semaine, sans perte de salaire, avec l'embauche de 10 % de nouveaux salariés. L'établissement avait été en 1998 le premier restaurant de France à proposer les 35 heures, à augmenter les salaires de 30 % au lendemain du Covid...
- À Carhaix (29), **Yprema** (groupe de recyclage de matériaux de construction) est passée aux 35 heures sur quatre jours dès 1997, puis, progressivement, aux 32 heures hebdomadaires (34 heures en 2022, 33 en 2023, 32 en 2024). L'entreprise vante une organisation « gagnant-gagnant » bénéfique pour les employés en termes de qualité de vie et de bien-être au travail, et pour la société : hausse de 12 % des capacités de production, augmentation du temps d'accueil commercial, meilleure transmission des compétences... (accord d'entreprise disponible sur le site droits-salaries.com)

4

...Et ailleurs

- Plusieurs pays expérimentent ou ont déjà adopté nationalement la semaine de quatre jours. Exemples.
- **L'Islande** a lancé l'expérimentation dès 2015 et l'a officialisée en 2019. Pas d'allongement des journées, mais une répartition différente de la charge de travail, une optimisation des tâches et l'identification et la diminution ou suppression de temps « perdus » : productivité maintenue, bien-être accru, avancées sociales, égalité entre les sexes... Le passage de 40 à 36 heures de travail sans diminution de salaire satisfait 90 % des Islandais.
 - **La Belgique** a opté de son côté pour un allongement des journées travaillées (pour 38 ou 40 heures par semaine) permettant aux travailleurs volontaires de concentrer sur quatre jours leurs 38 à 40 heures de travail hebdomadaire, moyennant des journées de travail de 9h30.
 - **En Allemagne**, 45 entreprises testent le 100-80-100 (les travailleurs reçoivent 100% de leur salaire, travaillent 80 % de leur temps de travail initial et maintiennent une productivité de 100 %) depuis 2023. Adoption de nouveaux outils numériques, réduction des réunions en nombre et en durée... Des leviers qui ont permis aux employés d'améliorer leur santé mentale et physique, avec moins de stress, plus de sommeil, de sport... 73 % des entreprises participantes ne veulent pas revenir en arrière.
 - **D'autres pays d'Europe** tels que le Royaume-Uni, l'Écosse, la Belgique, l'Espagne, l'Irlande, la Suisse... mènent des expérimentations sur le passage à quatre jours de travail par semaine.

Qui sont les
engagées?

Comment gagner en efficacité grâce au temps de travail ?



Hélène Launay est directrice administrative, financière et RH de l'association Alisée, qui accompagne la transformation des territoires sur la question de l'énergie en informant et en accompagnant les initiatives des particuliers, des entreprises, des associations, des collectivités... Alisée a adopté depuis 2018 une organisation du travail permettant aux salarié-es de gérer individuellement leur temps professionnel pour mieux le concilier avec leur vie personnelle.

MON POINT DE VUE

Les engagées : Qu'est-ce qui a motivé votre passage à 32 heures hebdomadaires annualisées ?

H. L. : Notre activité comporte des contraintes, notamment des pics d'activité saisonniers, des salons certains week-ends... Ce qui est important pour nous c'est d'être en face du public quand il est disponible, et avec nos collègues quand ils en ont besoin. Le passage aux 32 heures hebdomadaires annualisées, sans baisse de salaire, nous a permis de concilier cette nécessaire flexibilité avec le souhait des employés de réduire leur temps de travail.

Les engagées : Concrètement, comme cela se passe-t-il ?

H. L. : Nous sommes 60 salariés : cinq à Saint-Nazaire, 30 à Nantes, 25 à Angers, avec pour chaque département une coordination par pôle thématique. Cela fait des équipes d'une dizaine de personnes. Des groupes à taille humaine, avec une organisation et des plannings plus faciles à gérer. Nous devons remplir les obligations de service : assurer des permanences, être présents lors de temps collectifs... Sauf rare exception, nous ne travaillons pas entre 20h et 7h, et disposons du reste du temps selon les besoins de l'association et nos contraintes ou envies personnelles. Nous utilisons un outil informatique pour déclarer notre temps de travail quotidien et hebdomadaire. C'est plus de responsabilité, plus de proximité, plus de confort. Les mots-clés sont : confiance, autonomie, délégation.

Les engagées : Quels sont les avantages et inconvénients de cette organisation ?

H. L. : Pour tout le monde, c'est incontestablement une amélioration de nos fonctionnements collectif et individuel. Pouvoir en grande partie maîtriser notre organisation personnelle permet une grande souplesse collective qui, finalement, est bénéfique pour l'association. On peut opter pour un à trois jours hebdomadaires de télétravail, optimiser ses déplacements et ses modes de déplacement... Nous mettons beaucoup cette organisation en avant lors des recrutements, ce qui attire pas mal de personnes, notamment plus âgées, en reconversion, las du système « traditionnel », et qui voient l'intérêt de la liberté que nous offrons. Dans tous les cas, c'est une culture à intégrer, qui peut déstabiliser les nouveaux arrivants. Nous les accompagnons donc dès l'accueil et durant les premiers jours. Il faut un à deux mois « d'atterrissage ».

Photos : Patrick Garçon - Nantes Métropole

Réduire le temps de travail sans diminuer les salaires (voire en les augmentant!) ni perdre en performance, c'est possible, à condition de revoir son organisation et d'associer les salarié·es à la démarche en misant sur leur engagement, leurs savoir-faire et leur autonomie. Passage aux 32 heures hebdomadaires annualisées pour Alisée, projet « LNE » comme « Libérons nos énergies » pour ADT44 : deux exemples d'innovation au service de l'entreprise et de ses salarié·es.

Alice Perdriau est responsable de secteur pour Aide à domicile pour tous (ADT44), une association qui compte 700 salariés prenant soin de 6 000 usagers dans tout le département. Soit autant de lieux de travail, de trajets et de missions à organiser en prenant en compte les besoins spécifiques des personnes aidées et les disponibilités des équipes. Un casse-tête ? Pas si l'on décide de faire confiance aux salariés pour organiser eux-mêmes leur emploi du temps, comme ADT44 avec son projet « Libérons nos énergies ».

MON POINT DE VUE

Les engagées : Qu'est-ce qui vous a incités à revoir votre d'organisation ?

A. P. : L'aide à domicile implique des temps partiels, des horaires compliqués, dissociés dans la journée, en des lieux divers, auprès de personnes ayant des besoins différents... Organiser un planning est une gageure. Nous avons eu l'intuition que la solution était dans le collectif. Une fois l'idée lancée, c'est allé vite. En octobre 2017, nous avons rencontré le PDG de Chrono Flex, entreprise libérée ; en décembre, l'agence nationale de l'amélioration des conditions de travail (Anact) lançait un appel à projets auquel nous avons répondu ; en février 2018, notre projet démarrait !

Les engagées : En quoi consiste « Libérons nos énergies » ?

A. P. : Nous coconstruisons nos plannings toutes et tous ensemble. Les aides à domicile sont désormais équipés de smartphones et peuvent accéder en permanence au planning collectif pour proposer des modifications, poser des congés... Elles et ils sont en relation directe avec les usagers, savent ce qu'on peut ou non leur proposer en termes de changement d'horaire, par exemple. Cela va de pair avec des formations permettant une diversification des missions. Et des représentants des salariés sont associés aux projets liés à la rémunération et la prévention. Enfin, l'amélioration de notre performance économique rejaillit sur la rémunération annualisée à laquelle s'ajoutent d'autres valorisations.

Les engagées : Comment avez-vous opéré le changement ?

A. P. : Nous avons expérimenté la nouvelle organisation sur deux secteurs. Les retours excellents à tous niveaux ont amené le déploiement de l'action à toutes les équipes.

Les engagées : Quels sont les avantages et inconvénients ?

A. P. : Je ne vois pas d'inconvénient ! Les salariés sont valorisés, peuvent diversifier leurs tâches, organiser leur travail... Elles et ils peuvent choisir de travailler en binômes, une semaine le matin, une semaine le soir. De regrouper leurs interventions pour diminuer les trajets... Dans un secteur où l'épuisement et le turnover sont importants, nous avons des salariés fidélisés, qui apprécient de concilier vie professionnelle et vie personnelle, de choisir la durée de leur travail, de 40 à 151 heures par mois et d'être partie prenante des décisions, recrutements compris ! Évidemment, le bien-être au travail rejaillit sur la qualité du service, unanimement salué par les usagers.



FOCUS RÉSEAU



Un nouveau souffle pour Les Audacieux

Pour ses 10 ans, le réseau créé par Nantes Saint-Nazaire Développement évolue. En conservant ses ambitions : fédérer les acteurs économiques locaux et booster la notoriété du territoire.

De Nantes à Montréal, de Saint-Nazaire à Hambourg... Depuis 2015, le réseau des Audacieux fait rayonner le territoire ligérien dans l'hexagone et à l'international. « *Nos ambassadeurs s'engagent bénévolement à le promouvoir lors de leurs prises de parole publiques, sur les réseaux sociaux ou dans leurs organisations, présente Elsa Venisse, responsable de l'animation du réseau. Pour leur permettre de mieux appréhender les actualités du territoire et les projets urbains innovants, nous proposons régulièrement des visites. Par exemple, le chantier du CHU de Nantes ou le parc éolien en mer de Saint-Nazaire. C'est aussi la découverte des Écosolies et de la Forge des Batignolles.* »

Ces dernières années, Les Audacieux ont également organisé des rencontres « *avec des personnalités inspirantes* » comme l'entrepreneuse Eva Sadoun ou la glaciologue Heïdi Sevestre. Depuis la création du réseau, qui compte 600 membres, notamment au Canada, en Allemagne et à Londres, 200 événements ont vu le jour. « *Nous nous appuyons sur deux personnes en volontariat international en*

entreprise (VIE) à Montréal et à Hambourg. La communauté québécoise est très active grâce à la présence de nombreux expatriés et des animations régulières. »

Remobiliser ses membres

Pour son anniversaire, le réseau évolue. En janvier, des ateliers réunissant une trentaine de membres ont permis de poser de nouvelles bases. Mêmes buts – booster la notoriété du territoire, fédérer les acteurs économiques locaux, accompagner les porteurs de projets – auxquels s'ajoutent des nouveautés comme « *la contribution aux transitions du territoire, un enjeu qui n'était pas présent au démarrage il y a dix ans* ». Pour remobiliser ses membres, le réseau a mené une campagne de réadhésion : « *Nous avons créé une charte qui propose aux Audacieux de s'engager de manière active pendant un an, avec la participation aux temps forts, et des prises de parole. Cet engagement, qui prend la forme d'une promotion annuelle, est ensuite renouvelable. Nos autres membres sont référencés dans l'annuaire et susceptibles de participer aux événements* », explique Elsa Venisse. Elle ambitionne également de développer sa communauté parisienne dans les prochains mois. Avec, côté programmation, toujours des visites pour rendre compte des transformations du territoire, des rencontres économiques et des événements en France et à l'étranger. ■

+ d'infos sur nantes-saintnazaire.fr

12 et 13 juin 2025
La Cité des Congrès, Nantes

LE GRAND RDV

DES ENGAGÉES
qui changent l'entreprise

Inventer & partager des solutions économiques responsables

DEMAIN N'ATTEND PAS

AGISSONS !

Anthony Descloziers,

2^e vice-président de Nantes Métropole délégué
à l'économie et à la RSE



Les 12 et 13 juin prochains, Nantes Métropole organise, avec ses partenaires, la 3^e édition du Grand Rendez-vous des Engagé-es, un événement majeur de notre agenda économique. Cet événement illustre notre volonté de bâtir une économie plus responsable, où les transitions écologiques et sociales sont au cœur de l'action publique et des initiatives privées. Je tiens à remercier sincèrement nos partenaires historiques, les ambassadeurs de cette dynamique, ainsi que toutes les entreprises et réseaux engagés. Votre soutien constant est fondamental pour faire de cet événement un véritable levier de transformation. Ensemble, nous formons une communauté unie, déterminée à ré-

inventer notre modèle économique pour un avenir plus durable. Cette année, l'événement s'enrichit de la dimension européenne, un axe stratégique pour répondre aux défis globaux de la transition. La coopération avec nos partenaires européens est essentielle pour partager des solutions innovantes et renforcer les synergies entre nos territoires.

Le Grand RDV des EngagéEs est aussi un moment pour se ressourcer, se redonner de l'énergie et échanger sur les actions concrètes à mettre en place. C'est l'occasion de renforcer nos engagements collectifs et d'accélérer la transformation de notre économie locale. J'ai hâte de vous retrouver en juin pour partager ce moment avec vous.

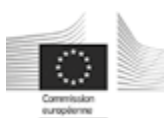
Sabine Buis

Secrétaire permanente de la Plateforme nationale RSE



« C'est à l'échelle des territoires que les enjeux de responsabilité sociétale prennent tout leur sens. C'est là que les entreprises produisent, recrutent, innovent et interagissent avec leur environnement. Le Grand Rendez-vous des Engagées est le premier événement territorial auquel s'associe la Plateforme nationale RSE. Il permet d'observer comment les engagements RSE se traduisent en actions, de comprendre les contraintes spécifiques et d'identifier des solutions adaptées. Cet événement incarne une approche collective, dynamique et performante de la RSE. Agir localement, c'est renforcer l'efficacité et la crédibilité des politiques RSE au niveau national. »

En partenariat avec



La 3^e édition du Grand Rendez-vous des EngagéEs s'ouvre sur l'Europe.

Pour sa 3^e édition, les 12 et 13 juin prochains, le Grand Rendez-vous des EngagéEs franchit une nouvelle étape. L'événement de mobilisation et de partage de solutions autour de la RSE porté par Nantes Métropole et ses partenaires intègre cette année une dimension européenne. Une ouverture essentielle pour relever collectivement les défis des transitions écologiques et sociales à l'échelle du continent.

Renforcer la coopération

Nantes Métropole est engagée de longue date aux côtés des écosystèmes privés et publics qui agissent pour apporter des solutions plus durables et plus équitables aux besoins du territoire et de ses citoyens. Elle participe à un partage de solutions innovantes à l'échelle européenne via le réseau Eurocities et soutient les acteurs de son territoire qui s'engagent. Depuis deux ans, le Grand-Rendez-vous des EngagéEs permet de mobiliser autour de solutions locales. Pour sa 3^e édition, l'événement se tourne vers l'Europe. Le 13 juin, la matinée va être dédiée aux partages d'expériences venues d'ailleurs en Europe. Des entreprises européennes, des réseaux européens d'entreprises, des représentants d'autres villes d'Europe seront présents pour partager des solutions et des bonnes pratiques, décrypter les enjeux européens et renforcer la coopération. L'objectif est de construire ensemble des réponses aux enjeux globaux des transitions écologiques et sociales et de se faire entendre jusqu'à Bruxelles et Strasbourg.

Des initiatives locales déjà connectées à l'Europe

Ce nouveau volet européen permettra aussi de mettre en lumière des initiatives locales déjà ancrées dans des dynamiques de coopé-

ration à l'échelle du continent. C'est le cas de CoopCycle, une fédération d'une cinquantaine de coopératives de coursiers à vélo dans toute l'Europe. « La condition pour rejoindre la fédération, c'est que les coursiers soient copropriétaires de leur outil de travail », explique Adrien Claude, chargé de mission chez CoopCycle. « Aujourd'hui, nous nous appuyons sur les programmes d'accompagnement européens pour permettre à nos membres de se développer : Grâce à Erasmus +, nous avons pu mettre en place un programme de formation. Chaque coopérative peut partager son savoir faire ». De son côté, Christophe Brod, fondateur de Beefutures, rappelle que son entreprise basée à Nantes et en Norvège a pu, grâce à l'Europe, « bénéficier d'un cadre réglementaire propice, notamment la directive CSRD, qui facilite notre collaboration avec des partenaires et des clients européens ». Beefutures a développé une technologie qui permet, grâce à une surveillance continue des abeilles et de l'ensemble de la biodiversité dans le périmètre des ruchers, de collecter des données analysées en temps réel par l'IA. Ces informations permettent de mener des actions ciblées pour accompagner la transition vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement. ■



Marie-Elisabeth Fernandes

directrice territoriale Enedis en Loire-Atlantique

En 2023, Enedis a été la 1^{ère} grande entreprise à mission du secteur de l'énergie à se doter d'une raison d'être : « Agir pour un service public de la distribution d'électricité innovant, performant et solidaire et Raccorder la société au défi collectif d'un monde durable ». Nos actions s'inscrivent dans une feuille de route RSE incluant de nombreux partenaires locaux. Nous travaillons de façon responsable avec des entreprises qui partagent nos clauses sociales et environnementales et des associations engagées. Par exemple des missions locales, l'école de la 2^e chance, Ocean pour l'inclusion et l'insertion ; ou avec la LPO, le PNR de Brière pour la prise en compte des enjeux de biodiversité. Nous collaborons également avec le GIEC Pays de la Loire sur l'adaptation au changement climatique, avec l'ADN Ouest sur le numérique responsable, ou encore avec Nantes Métropole sur les mobilités douces. Enfin, nous avons développé « Les écoles des réseaux de la transition énergétique » avec plusieurs lycées du territoire.



Thierry Soulard,

directeur de la durabilité et du développement responsable chez Sigma informatique

Sigma a le statut de société à mission. Notre ambition est de déployer un numérique à impact qui allie performance économique, sociale, sociétale et environnementale. Pour cela, c'est tout notre écosystème que nous embarquons. Nos collaborateurs et collaboratrices sont tous sensibilisés à la Fresque du Numérique et formés à la Conception Responsable. Nous accompagnons aussi nos fournisseurs dans leurs démarches RSE, en travaillant leur bilan carbone ou en les formant. Nous venons d'être labellisés Relations Fournisseurs et Achats Responsables. Nous sélectionnons des partenaires locaux engagés, comme Etix et son approche durable des services d'hébergements ou Easyvirt qui nous aide à mesurer et réduire l'impact de nos clients pour lesquels nous développons et apportons des solutions leur permettant d'accélérer leur transition. Nous venons également d'être labellisés Numérique Responsable Niveau 2. Enfin, nous sommes engagés auprès des réseaux du territoire comme ADN Ouest ou les Dirigeants Responsables Nantes Atlantique. En tant qu'ambassadeurs de la plateforme RSE de Nantes Métropole ce sont ces valeurs que nous portons au quotidien.



Julie Temkine

chargée de mission RSE, EDF Pays de la Loire

Le Groupe EDF, acteur majeur de l'énergie, emploie plus de 5000 personnes dans les Pays de la Loire. Nous accompagnons au quotidien nos clients (particuliers, collectivités et entreprises) vers la sobriété, l'efficacité énergétique et la décarbonation. Nous travaillons avec le tissu économique local (par exemple, les entreprises du réseau Neopolia) et notre démarche Achats est labellisée « Relations Fournisseurs et Achats Responsables ». L'ensemble de nos appels d'offres intègre donc des critères sociaux et environnementaux. À travers notre raison d'être et nos valeurs, historiquement liées au service public, nous portons des engagements forts en matière de diversité, d'inclusion et d'égalité des chances. Auprès de nos salariés, mais aussi de notre environnement. Pour cela, nous cultivons une proximité avec le monde académique et nous soutenons des acteurs associatifs engagés (Abilis, l'École de la 2^e chance, le Conservatoire d'Espaces Naturels, etc.) ou, via notre Fondation, de nombreux projets émanant d'associations (Fratries, Becomtech, La Cravate Solidaire, Time 2 Start, le GIRPEH, Wake Up Café, etc.).



Luttez contre les violences sexistes et sexuelles dans votre organisation !

Les discriminations sexistes sont la première
source de traitement inégalitaire au travail.

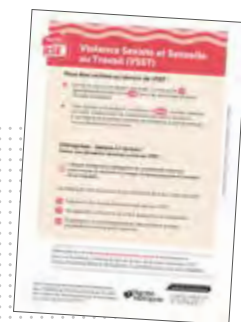
entreprises.nantesmetropole.fr



Agir contre les violences sexistes et sexuelles au travail : une mobilisation des entreprises du territoire

La Plateforme RSE de la métropole nantaise renforce son engagement contre les violences sexistes et sexuelles au travail (VSST). Porté par un groupe de travail dédié, ce projet collectif a donné naissance à trois flyers de sensibilisation ciblés, à destination des salarié-es, employeurs et allié-es au travail. Objectif : favoriser une prise de conscience et inciter les entreprises à s'engager dans une véritable démarche de prévention et

d'action. À travers des messages percutants et des ressources pratiques, ces supports visent à faire évoluer les comportements, à mieux détecter les situations à risque et à faciliter l'accompagnement des victimes. Vous souhaitez initier une démarche dans votre entreprise ? Retrouvez tous les outils (flyers, bonnes pratiques, acteurs ressources, financements possibles...) sur le site : entreprises.nantesmetropole.fr



de Johanna Rolland

L'édito

Demeurer une des métropoles les plus dynamiques de France



Johanna Rolland
Présidente de Nantes Métropole

En 2025 la situation économique, à l'échelle internationale comme nationale, demeure marquée par de fortes incertitudes. Notre territoire, dynamique économiquement, s'il continue à démontrer une grande résilience, n'est naturellement pas épargné par cette tendance générale. Dans les derniers mois, des alertes majeures sur les entreprises industrielles, le commerce ou l'ensemble de l'économie de proximité nous ont invités à la plus grande vigilance mais aussi à la plus grande détermination.

Ainsi, peut-être plus encore dans le monde tourmenté qui est le nôtre, face aux vents mauvais qui soufflent fort, il m'apparaît essentiel de tenir un cap. Ce cap c'est celui d'une ville qui protège ses habitants, d'une ville plus sûre, plus apaisée, et soucieuse du cadre de vie des habitantes et des habitants. D'une ville qui engage la bifurcation écologique, à l'image du parc archipel de Gloriette Petite Hollande dont la préfiguration a démarré. Ce cap c'est aussi celui d'une métropole connectée, qui fait le choix de l'innovation et de la créativité. Et puis, évidemment, ce cap c'est celui de demeurer une des métropoles les plus dynamiques de France sur le plan économique, qui fait le choix de continuer à investir pour soutenir l'économie du territoire (plus de 3 Milliards d'euros d'investissement sur ce mandat), et qui est extrêmement attentive au dévelop-

pement des entreprises et à l'émergence de nouveaux modèles économiques à la hauteur des défis d'aujourd'hui.

Afin de tenir ce cap en matière économique, nous savons pouvoir s'appuyer sur ces forces qui font la singularité de notre territoire. La première de ces forces est un état d'esprit engagé, souvent qualifié de jeu à la nantaise, et qui réside dans notre capacité à réunir les acteurs publics et les acteurs privés, quelles que soient leurs sensibilités, autour d'objectifs communs. La deuxième de ces forces tient quant à elle au caractère diversifié de notre économie, active dans de nombreux secteurs d'activités, ce qui lui permet d'amortir les retournements de cycle. Je veux également souligner l'assise et la profondeur industrielle de notre territoire, là encore une de ses spécificités et fiertés. Les acteurs structurants de notre écosystème, tels l'IRT Jules Vernes où le pôle de compétitivité EMC2, contribuent tant à la dynamique de notre territoire sur l'industrie de demain qu'à l'effort de souveraineté nationale.

Nous connaissons nos forces mais savons aussi quelles pistes il nous faut continuer à explorer. Je pense d'abord à un accompagnement de proximité renforcé pour nos commerces et l'économie du quotidien. C'est l'objectif du plan commerce que j'ai récemment lancé avec l'ensemble des par-

tenaires économiques pour lutter contre la vacance commerciale avec des dispositifs spécifiques de soutien à la recommercialisation de locaux ou encore d'aides à l'installation de projets créatifs et engagés. Je pense encore au nouveau chapitre qui s'écrit sur nos écosystèmes stratégiques engagés afin de continuer, ici à Nantes, à faire le choix de l'innovation face aux transitions : sur l'industrie du futur, sur la santé de demain, mais également en matière de numérique responsable ou de maritime décarbonée. Cela passe aussi par un travail renforcé sur de nouveaux enjeux, comme le réemploi alors que Nantes accueillera, afin la fin de l'année, les toutes premières assises nationales du réemploi. Les modèles de l'économie sociale et solidaire démontrent plus que jamais leur pertinence, à l'image de Delta Meca, société coopérative industrielle ou de Mache, groupement pour le commerce alimentaire en circuit court. Je pense, enfin, aux réflexions portées par certaines entreprises sur le temps de travail et aux expérimentations dont certaines sont illustrées dans le dossier de ce magazine.

Au final, c'est en conservant un état d'esprit collectif conjuguant accompagnement de proximité sur les enjeux immédiats et capacité à se projeter que nous continuerons à écrire aujourd'hui, à Nantes, l'économie de demain.

8 hectares

la surface de
ce parc-archipel
en cœur de ville



Photo: Agence TER

Gloriette Petite-Hollande : demain, un parc archipel

Le parking, emblématique du tout voiture des années 1960, laissera place à un parc arboré à l'horizon 2030. En 2025, la nature reprend déjà ses droits avec les premières plantations et des aménagements ludiques cet été.

Par **Jeanne Guillot-Ferron**

Un projet repensé pour répondre aux enjeux climatiques

Imaginé dès 2017 avec les Nantaises et les Nantais, le projet Gloriette-Petite Hollande a évolué pour répondre aux enjeux climatiques. La grande pelouse et la place minérale du projet initial ont ainsi été abandonnées au profit d'un parc-archipel de 8 hectares, dont 4 ha d'espaces verts soit 1 ha de plus que le précédent projet, aménagé à partir de 2026. Plus de 650 nouveaux arbres seront plantés, le double de ce qui était prévu initialement. « Cette opération s'inscrit dans un objectif plus large de 14 ha débitumés sur l'ensemble de la Ville, soit deux fois le Jardin des plantes », rappelle Delphine Bonamy, adjointe à la maire de Nantes en charge de la nature en ville.

Un parc connecté au fleuve


La promenade nantaise, de la gare à la Loire, trouvera ici son point d'arrivée. Gloriette-Petite Hollande est également le premier maillon du projet Loire au Cœur qui invite à renouer avec les 4 km de berges entre le canal Saint-Félix et le Bas-Chante-

nay. Le futur parc sera jalonné d'îles plantées et de prairies. On y retrouvera des jeux pour enfants, des salons de plein-air pour jouer à la pétanque, au ping-pong ou aux échecs, un café, des grandes tablées... L'écrin de verdure sera doté d'une place centrale et d'un balcon en bois en bord de Loire à la pointe ouest.

Premières plantations

Dès le début de l'année 2025, 2500 m² de sols ont été débitumés et 61 premiers arbres - sorbier, aulne, alisier blanc - plantés : « C'est une végétation ligérienne adaptée au changement climatique, elle peut supporter des sécheresses importantes. Ces arbres proviennent pour moitié de la pépinière municipale », précise Henri Bava, paysagiste de l'agence TER. Un espace ludique ouvrira dès la mi-juin. Bancs et transats en bois, tables de pique-nique, tennis de table, tables d'échecs et boulodrome... Le mobilier donnera un avant-goût de la transformation complète de la place Gloriette Petite-Hollande qui se déroulera jusqu'en 2030. ■

« Lors de fortes chaleurs, cet espace sera plus frais de 8 °C par rapport à l'existant. Ce sera au bénéfice des habitants du centre-ville, qui n'ont pas forcément de parc à côté de leur domicile, mais aussi des usagers qui empruntent le site pour se rendre dans les commerces ou aller travailler. »

Delphine Bonamy, adjointe en charge de la nature en ville. 

Plus de

1000

arbres : 650 plantés
et 350 conservés

60 M€

C'est le coût prévisionnel de l'aménagement, soit 10 millions de moins que le projet initial grâce à l'utilisation de plus de terre végétale, de moins de pavés et du réemploi des matériaux.

50 %

de canopée
sur le projet

Manufacturing : champ de recherche et d'innovation lié aux procédés de production et de fabrication dans l'industrie. L'objectif de la compétitivité industrielle est de rendre la production industrielle plus efficace et performante. Dans la métropole, les acteurs de la recherche et de l'innovation du manufacturing concernent plus particulièrement quatre grandes filières industrielles : l'aéronautique, la navale, les énergies renouvelables et l'automobile.

Un territoire au service de la compétitivité industrielle

Territoire industriel, notamment grâce à l'aéronautique et au naval, Nantes Métropole soutient la filière des technologies de production ou de manufacturing pour rendre les industries locales plus innovantes et performantes.

Par **Nolwenn Perriat**

L'histoire industrielle de Nantes et de la métropole s'écrit depuis le 18^e siècle principalement grâce à la construction navale, puis aéronautique. Après une période creuse, le territoire se relance dans les années 2000 avec notamment la création en 2005 du pôle de compétitivité EMC2. « Nous sommes l'un des deux pôles spécialisés au niveau national dans l'industrie, précise Laurent Manach, directeur d'EMC2. Notre rôle est d'abord d'aider les entreprises du territoire à innover pour faire émerger de nouveaux produits ou services afin de gagner en compétitivité, ensuite de leur permettre de gagner en excellence opérationnelle en intégrant des nouvelles technologies, peut-être plus matures, dans leur process. »

Un IRT pour amplifier et accélérer l'innovation

En 2009, puis 2015, deux technocampus (plateformes technologiques mutualisées entre académiques et industriels) sont sortis de terre. D'abord le technocampus composites pour la recherche sur les matériaux composites, puis le technocampus océan, dédié à l'industrie maritime et au manufacturing innovant pour les structures en mer. Entre-temps, en 2012, l'Institut de recherche technologique (IRT) Jules Verne voit le jour, dans le cadre du programme d'investissements d'avenir porté par l'État, pour contribuer à la réindustrialisation de la France en amplifiant et en accélérant l'innovation au sein des entreprises. « Des

industriels se rassemblent et formulent des besoins auxquels l'IRT, fort de ses 150 personnes aux compétences clés en innovations industrielles, apporte des réponses technologiques, explique Claude Girard, directeur de l'IRT Jules Verne. Nos travaux portent sur les procédés et matériaux métalliques et composites, la robotique et la cobotique, le monitoring, l'instrumentation et le contrôle, et enfin la modélisation et la simulation. » Une trentaine de projets de recherche sont en cours. Le volet formation se renforce avec l'ouverture en 2020 du nouveau pôle de formation de l'UIMM dédié à l'industrie du futur la Jules Verne Manufacturing Academy (2021), une usine-école mutualisée de formation industrielle.

fense. Les acteurs du manufacturing et quelques industriels majeurs comme Airbus, Daher, Naval Group... sont aujourd'hui réunis au sein du pôle industriel d'innovation Jules Verne dont le nouveau nom sera dévoilé fin juin. La Métropole y a investi pour aménager le secteur et soutenir son développement. Un pôle de services, voisin de l'IRT Jules Verne, avec des ateliers, du tertiaire et de la restauration sera construit pour constituer en 2028 un lieu totem.

Les secteurs industriels et le manufacturing souffrent actuellement d'un manque de visibilité géopolitique, économique, budgétaire, fiscale... Un nouveau défi à relever. Le pôle EMC2, qui fête ses 20 ans en 2025, soutient et accompagne le secteur grâce à

66 Notre rôle est d'abord d'aider les entreprises du territoire à innover pour faire émerger de nouveaux produits ou services afin de gagner en compétitivité. »

Laurent Manach, directeur du pôle EMC2

Des acteurs réunis à Bouguenais et Saint-Aignan de Grandlieu

L'IRT et le pôle de compétitivité s'adressent aux filières industrielles présentes dans la région, et au-delà, à l'échelle nationale : l'aéronautique, la navale, les énergies renouvelables et décarbonées, l'automobile, et plus récemment, le ferroviaire et la dé-

son réseau de 400 adhérents, à sa feuille de route technologique pour produire mieux, propre, ensemble, connecté et local, à son aide à la recherche de financement public et à ses parcours de formation. « En 20 ans nous avons accompagné 2800 projets, indique Laurent Manach, ce qui correspond à 2,25 Md€ de financement. » ■

Territoires d'industrie

En 2023, Nantes Métropole, avec la Communauté de Communes d'Erdre et Gesvres, a été lauréate du programme Territoires d'industrie qui vise à identifier et accompagner les territoires industriels. Ce programme de l'État comprend quatre dimensions : foncier, innovation, compétence et transition écologique. Concrètement, Territoires d'industrie veut amplifier la dynamique de réindustrialisation en proposant un soutien à l'investissement et un renforcement de l'animation et de l'ingénierie locale.

Laurent Manach,

directeur du pôle EMC2

Claude Girard

Évolution de l'IRT Jules Verne

Jusqu'en 2020, l'État finançait 50 % du budget (25 M€ annuel) de l'IRT Jules Verne. Son soutien dégressif de 2020 à 2025 pour descendre à 33 % avait été annoncé. Pour l'IRT, cela induit des évolutions majeures, notamment la nécessité de compter toujours plus sur ses ressources propres. « Nous allons donc renforcer nos actions de prestations et élargir notre offre, en amont de la recherche en proposant des diagnostics à nos clients industriels, et, en aval, en transférant les technologies au sein de l'outil industriel, affirme Claude Girard, directeur de l'IRT. En complément, nous allons aussi aider les PME et ETI dans leur recherche de financements pour les extensions ou la modernisation de leurs usines et nous diversifierons nos thématiques d'intervention vers la défense et le ferroviaire en priorité. C'est un beau défi porteur de sens que l'IRT va s'évertuer à relever. »

26 000

EMPLOIS

DANS L'INDUSTRIE

dans la métropole

+8,4 %

D'ÉVOLUTION

DE L'EMPLOI INDUSTRIEL

entre 2015 et 2022

dans la métropole

15 000

EMPLOIS INDUSTRIELS,

1 500 EMPLOIS DE

recherche et 3 000 étudiants/
apprenants dans le pôle industriel
d'innovation Jules Verne : objectif
2030 (8 500 emplois et près
de 1 000 chercheurs à ce jour)

Photo : Patrick Garçon - Nantes Métropole

Le renouveau industriel



Photo : Patrick Garçon | Nantes Métropole

du Bas-Chantenay

Préserver et développer un site industriel

Par **Nolwenn Perriat**

Haut lieu de la construction navale, le Bas-Chantenay, grand quartier de renouvellement urbain situé à la frontière entre le cœur de ville et la périphérie, bénéficie d'une histoire industrielle riche que son patrimoine immobilier révèle. La Métropole fait le choix de préserver ces espaces productifs.

Plus d'une centaine de halles productives plus ou moins anciennes se répartissent sur l'ensemble du quartier. Ce renouveau du quartier veut conserver ces espaces productifs en ville tout en les mixant avec des bureaux pour en faire des manufactures modernes accueillant des industries actrices des transitions.

La cale de l'Usine électrique poursuit sa mue

La première pierre de cette transformation est le bâtiment Le Brick, construit dans le prolongement de l'ancienne usine électrique en 2021 qui héberge industries, entreprises spécialisées dans le maritime et le nautisme, et startups. La mue du site se poursuit avec la réalisation d'un nouveau programme porté par Eiffage Immobilier Grand Ouest (EIGO), Keys Sélection et la Banque des territoires. Conçu par l'agence d'architecture DREAM, le projet s'articule autour de trois lots comprenant 3 400 m² d'ateliers, 10 100 m² de bureaux dédiés au prototypage et à la recherche et un restaurant.

La livraison est attendue en 2028. À terme, ce sont près de 30 000 m² de bureaux et 5000 m² d'entrepôts dédiés qui seront restructurés ou construits sur le site.

Aménagement de la partie Est de la cale Dubigeon

La cale Dubigeon constitue le centre historique de la plaine industrielle du Bas-Chantenay. Le site accueille le Chantier de l'Esclain, la Little Atlantique Brewery (LAB), ou encore le lieu culturel Bloc 13. La partie Est de la cale va bientôt se transformer avec l'arrivée d'un programme immobilier composé d'une centaine de logements et de 5000 m² de bureaux organisés autour d'une place. Les bâtiments accueilleront des services et des activités artisanales en rez-de-chaussée. Le site Altawest de 7 hectares et 20 000 m² de bâtiments couverts sera également intégralement transformé pour accueillir de nouveaux industriels.

Bas-Chantenay : un collectif d'entreprises engagé pour une transition écologique et sociale

Anthony Descloziers,
2^e vice-président de Nantes Métropole,
en charge de l'économie et de la RSE

« La dynamique engagée à Bas-Chantenay marque une étape clé dans notre ambition de construire une économie plus responsable. À l'initiative des entreprises elles-mêmes, le Collectif des entreprises du Bas-Chantenay s'est structuré pour coopérer, mutualiser les moyens et faire émerger des solutions concrètes face aux défis de la transition écologique et sociale. Nantes Métropole soutient activement ces dynamiques, en accompagnant la création de collectif d'entreprises à l'échelle locale. Fort d'une gouvernance solide, de groupes de travail engagés (énergie, déchets, mobilité, sécurité...) et d'une animatrice dédiée, le collectif jouera un rôle central dans l'animation économique du quartier, en lien étroit avec les habitants et les acteurs publics. Il incarne un modèle de coopération territoriale inspirant pour demain. »

EN CHIFFRES

Comme les Batignolles à l'Est, le renouveau du Bas-Chantenay veut, à l'Ouest, réconcilier industries, bureaux, logements en proximité de la ville.

2030
objectif

de fin de la transformation

200
hectares

et 3 km de rives seront réaménagés sur tout le Bas-Chantenay

50
hectares

d'activités industrielles

Comment organiser un événement écoresponsable ?

De son organisation à son déroulement en passant par son démantèlement, un événement peut avoir un lourd impact environnemental. De nombreux acteurs locaux se mobilisent pour apporter des solutions et participer à rendre le monde de l'événementiel plus écoresponsable.

Par **Gaël Bocande**

C'est une nouvelle habitude à prendre, une nouvelle façon de concevoir des événements. Comme le rappelle Damien Forget, coordinateur de la Ressourcerie culturelle : « Il faut repenser la façon d'organiser des événements. Par exemple, un rassemblement de 10 000 personnes en pleine campagne, sans transports en commun à proximité, ça n'est plus envisageable ». Le gaspillage alimentaire, le tri des déchets, les déplacements, la communication ou encore l'écoconception ou le réemploi : c'est toute la chaîne événementielle qui est impactée par les enjeux environnementaux. Installée à Montaigu en Vendée, la Ressourcerie culturelle a ouvert sur l'île de Nantes une antenne logistique, soutenue par la Samoa. « Nous récupérons des rebuts culturels, comme des éléments de décor et de scénographie, nous les réparons et nous les proposons à la vente ou à la location. Nous proposons aussi aux propriétaires de matériel de le stocker et de le mutualiser », détaille Damien Forget.

Une dynamique locale

Une initiative qui vient en rejoindre d'autres, comme celle des associations Les Connexions et Aremacs qui apportent des solutions pour organiser la collecte de déchets sur les sites. Une dynamique locale portée de longue date par Nantes Métropole, notamment à travers le Reeve (réseau écoévénement) qui accompagne et fournit aux organisateurs d'événements des outils spécifiques liés à la transition écologique. Le bureau des congrès Nantes Saint-Nazaire a travaillé de son côté sur une charte d'engagement pour des événements plus responsables, signée par ses 90 adhérents, et a édité un guide de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Se faire accompagner :

• Organisation et sensibilisation

Le réseau écoévénement (Reeve) de Nantes Métropole propose des formations et des outils pour accompagner les organisateurs d'événements sur les enjeux de la transition écologique. Le réseau organise aussi des rencontres avec les acteurs des transitions sur le territoire. (reseau-eco-evenement.net)

• Gaspillage alimentaire

Le bureau des congrès Nantes Saint-Nazaire édite un guide de lutte contre le gaspillage alimentaire et met en relation avec des acteurs locaux (traiteurs, recyclerie, tri des déchets) engagés dans une démarche de transition. (bureaudecongres-nantes.fr)

• Tri des déchets

– L'association Les Connexions apporte les ressources et l'équipement adaptés aux événements pour faire de la collecte sélective des déchets et sensibiliser les participants. (lesconnexions.org)

– L'association Aremacs propose un diagnostic sur mesure et fait des préconisations pour la mise en place d'un dispositif opérationnel de gestion responsable des déchets sur les événements.

• Réemploi

La ressourcerie culturelle collecte du matériel culturel mis au rebut, le répare et le propose à la vente ou à la location. L'association propose également des espaces de stockage pour mutualiser du matériel et des temps d'échange pour sensibiliser à l'économie circulaire. (laressourcerieculturelle.com)

• Mobilités

Naolib (Nantes Métropole mobilité) accompagne et conseille sur la mobilité. Il est également possible de prendre rendez-vous avec un conseiller pour obtenir des informations sur l'offre la mieux adaptée suivant les besoins. (02 40 444 444)



Retrouvez toutes les infos éco de la métropole sur entreprises.nantesmetropole.fr

FICHE PRATIQUE

Éviter le gaspillage alimentaire et gérer les déchets

En France, selon l'Ademe, 4 millions de tonnes de produits encore comestibles sont jetés chaque année, soit 24 kg d'aliments par an et par habitant. Une perte annuelle équivalente à 16 milliards d'euros. Un événement de 100 personnes génère 14 kg de restes alimentaires, sans parler des autres déchets. Il existe pourtant des solutions simples pour éviter le gaspillage alimentaire et mieux gérer les déchets.

Anticiper pour moins gaspiller

Lors d'un événement, la prévision des quantités peut être délicate. Elle passe obligatoirement par la gestion du nombre d'inscrits et d'un suivi précis de leur participation jusqu'au dernier moment.

Un simple questionnaire à remplir par les invités en amont de l'événement peut être utile afin qu'ils :

- confirment leur présence ;
- prennent connaissance des menus et fassent leur choix en amont ;
- soient sensibilisés au gaspillage alimentaire.

Le *no show* (les invités qui répondent présents mais qui ne viennent pas) peut être une source de gaspillage. Une relance des invités à différentes échéances de l'événement peut permettre d'atténuer le phénomène. Et pourquoi pas demander une petite participation financière ? Selon l'Ademe, on compte 20 % de *no show* lorsque la prestation est gratuite et moins de 5 % lorsqu'elle est payante.

D'autres solutions sont à envisager pour limiter le gaspillage alimentaire :

- choisir en priorité des traiteurs qui utilisent des produits locaux, de saison et éthiques, faisant appel à des producteurs du territoire en circuits courts ;
- diminuer les portions ;
- proposer plusieurs menus, dont un végétarien ;
- anticiper une stratégie de redistribution auprès d'associations locales.

Moins d'emballages pour moins de déchets

Les événements sont de gros producteurs de déchets. Là encore, il existe des solutions simples pour en limiter la production et les trier efficacement :

- éviter les produits en plastique et à usage unique ;
- limiter la distribution de tiliques et de documents papier ;
- privilégier la vaisselle lavable et les décors réutilisables ;
- organiser le tri des déchets sur site avec des collecteurs adaptés (poubelles de collecte sélective visibles et pédagogiques). Des prestataires peuvent vous aider à gérer cette partie ;
- en amont de l'événement, contacter des structures (recycleries, associations de revalorisation de déchets...) pour voir avec elles ce qu'elles pourraient récupérer après l'événement.

Se faire accompagner

Pour mieux gérer le tri des déchets et lutter contre le gaspillage alimentaire, il est possible de se rapprocher :

- du **bureau des congrès Nantes Saint-Nazaire** qui peut vous fournir un guide de lutte contre le gaspillage alimentaire et vous mettre en relation avec des acteurs locaux (traiteurs, recyclerie, tri des déchets) engagés dans une démarche de transition. (bureaudecongres-nantes.fr)
- de **l'association Les Connexions** qui apporte les ressources, l'expérience et l'équipement adaptés à votre événement pour faire de la collecte sélective des déchets et sensibiliser les participants. (lesconnexions.org)

FICHE PRATIQUE

Réduire l'impact d'un événement

Selon l'Ademe, une manifestation de 1 000 personnes produit en moyenne 500 kg de déchets de matériaux. De nombreux éléments de décor sont jetés à la poubelle. C'est notamment le cas de la moquette, dont seulement 8 % des rouleaux sont récupérés après usage. Les événements sont aussi de gros consommateurs d'énergie, d'eau ou encore de papier. L'usage de matériaux écoconçus, la mise en œuvre d'une communication raisonnée, le réemploi et de bonnes pratiques énergétiques permettent de réduire l'impact environnemental.

Les bonnes pratiques

Pour minimiser l'impact d'un événement :

- préférer l'écoconception en utilisant des matériaux durables et sourcés pour les installations et les décors ;
- choisir des matériaux et des installations d'occasion ou que vous pourrez réutiliser ;
- optimiser l'éclairage et utiliser des ampoules basse consommation ;
- optimiser la gestion du chauffage (par exemple en le diminuant une fois que tous les participants sont là) ;
- utiliser des sources d'énergies plus durables (comme des panneaux solaires) et des appareils moins gourmands en énergie ;
- mutualiser les matériaux et certaines installations ou signalétiques avec d'autres organisateurs d'événements ;
- anticiper en amont le possible réemploi ou tri des installations ;
- faire le choix d'une communication ciblée en privilégiant des supports numériques plutôt que le papier ;
- travailler avec des prestataires locaux et engagés dans une démarche écoresponsable.

Penser au réemploi

Acheter ou louer du matériel d'occasion, ou revendre les installations à la fin de l'événement pour qu'elles servent à d'autres, c'est possible. Il est également préférable d'opter pour des contenants ou de la vaisselle réutilisables ou consignés. Soutenue par Nantes Métropole, la filière du réemploi bénéficie d'une forte dynamique sur le territoire avec un ensemble d'acteurs engagés. De nombreuses associations, des entreprises d'insertion, des acteurs de l'économie sociale et solidaire et des entrepreneurs peuvent vous apporter des solutions.

Se faire accompagner

Pour vous aider à trouver du matériel issu du réemploi et à mettre en œuvre des installations plus responsables, vous pouvez contacter :

- la **ressourcerie culturelle** qui propose de collecter du matériel, mais aussi de la vente et de la location de matériel événementiel d'occasion, de la location d'espaces mutualisés, et des temps d'échanges, un accompagnement sur mesure et des visites apprenantes pour sensibiliser à l'économie circulaire. (laressourcerieculturelle.com)

Pour vous faire accompagner dans la réduction de l'impact de votre événement, vous pouvez contacter :

- le **réseau écoévénement (Reeve)** de Nantes Métropole qui propose des formations et des outils pour accompagner les organisateurs d'événements et de manifestations face aux enjeux de la transition écologique. Le réseau organise aussi des rencontres avec les acteurs des transitions sur le territoire. (reseau-eco-evenement.net)



Retrouvez
toutes les infos éco
de la métropole sur
entreprises.nantesmetropole.fr

FICHE PRATIQUE

Lieu et déplacements

Le lieu ou le site choisi pour un événement est capital. Ses équipements, sa taille, son accessibilité, son impact environnemental si c'est un bâtiment, sa biodiversité si c'est un site en extérieur, etc. sont déterminants. Sa situation géographique aussi car elle influencera directement les déplacements des participants et des organisateurs. Selon l'Ademe, en moyenne, 79 % de l'impact carbone d'un événement est lié au transport et à la logistique. Autant dire que la proximité avec des transport en commun ou un accès aux mobilités douces est primordial pour l'écoresponsabilité d'un événement.

Choisir le bon lieu

Pour qu'un événement soit le plus durable possible, voici quelques critères à prendre en compte dans le choix du lieu ou du site :

- privilégier un lieu adapté aux contraintes techniques de la manifestation ;
- préférer dont la gestion est déjà ancrée dans une démarche écoresponsable (eau, énergie, tri des déchets, etc.) ;
- si c'est un site naturel, se renseigner sur la biodiversité et anticiper sa préservation ;
- prendre en compte l'accessibilité du site, notamment pour les PMR ;
- tenir compte de la proximité du lieu avec les transports en commun (gare, arrêt de bus ou de tramway) et de son accès via des mobilités douces (vélo) pour limiter l'impact des déplacements.

Limiter l'impact des déplacements

Tant pour la logistique lors de la préparation et de l'animation de l'événement que pour les déplacements des participants, des solutions peuvent être mises en place pour en limiter l'impact :

- sensibiliser les participants lors de l'annonce de l'événement et des invitations, et mettre en avant les options de déplacements doux à travers une carte et des itinéraires (proximité avec les transports en commun, les bornes de location de vélo, pistes cyclables, etc.) ;
- installer un parking vélo sur place ;
- inciter les participants à faire du covoiturage et les renvoyer vers les services disponibles à proximité (CovoitTan par exemple).

- Pour la logistique, limiter le nombre de déplacements, anticiper la possibilité de stocker du matériel sur place ou à proximité et utiliser des véhicules à faible impact carbone (vélos-cargos, utilitaires électriques, etc.).

Se faire accompagner

- **Naolib (Nantes Métropole mobilité)** accompagne et conseille sur la mobilité. Il est également possible de prendre rendez-vous avec un conseiller pour obtenir des informations sur l'offre la mieux adaptée suivant les besoins.
(02 40 444 444)
- le **Réseau éco-événement (Reeve)** de Nantes Métropole propose des formations et des outils pour accompagner les organisateurs d'événements et de manifestations face aux enjeux de la transition écologique. Le réseau organise aussi des rencontres avec les acteurs des transitions sur le territoire.
(reseau-eco-evenement.net)



Retrouvez toutes les infos éco de la métropole sur entreprises.nantesmetropole.fr

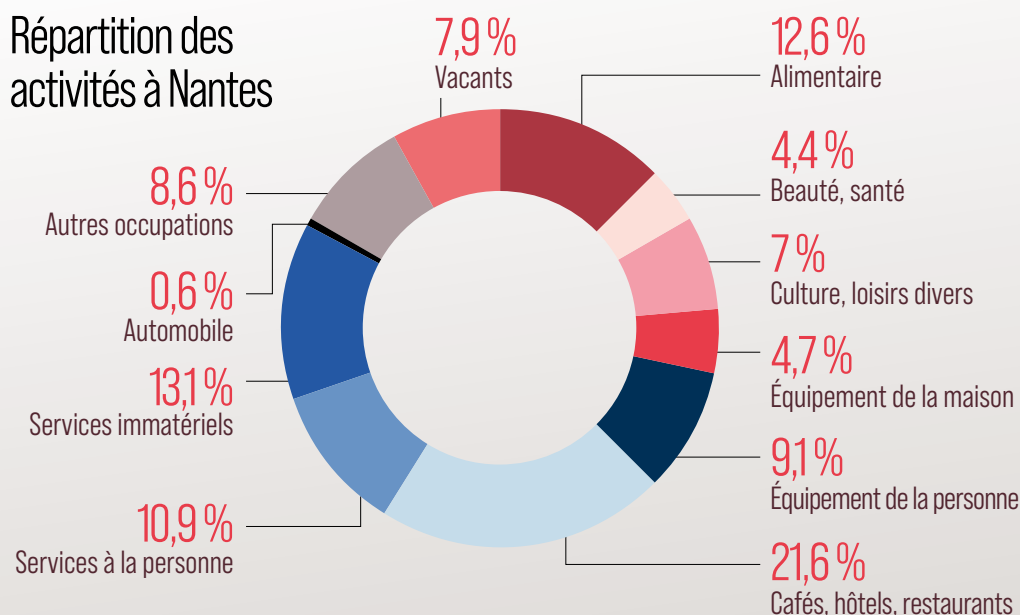
Le commerce à Nantes en chiffres

5 427

commerces, bars
et restaurants
dont 2 129 dans
l'hypercentre

Source AURAN 2021 -
Observatoire Nantais de
l'Immobilier Commercial.

Répartition des
activités à Nantes



En 2024 :

129 porteurs de projets
ont été accompagnés
par les développeurs
économiques à Nantes

381 arrêtés de terrasses ont
été autorisés

487 commerçants sont
abonnés aux marchés
de la Ville

3 nouveaux marchés ont
été créés (Le Breil,
Canclaux et la Caserne
Mellinet)

741 candidatures autorisées
sur des manifestations
gérées en régie
(Fête Foraine, Saveur
de Viarme, Braderie,
3 jours de brocante)

229 licences bars/
restaurants instruites

**Un site internet dédié
pour les commerçants
nantais**

Afin de faciliter la vie des commerçants nantais dans leur quotidien, la Ville de Nantes lance « Nantes mon commerce », un site internet dédié qui leur permet un accès rapide et simplifié à l'information ainsi qu'aux démarches.

Nantes mon commerce s'adresse à tous les commerçants situés sur la ville de Nantes : enseignes, indépendants, services, artisans, commerçants, CHR (café hôtel restaurant), professions réglementées, porteurs de projet, commerce non sédentaire, commercialisateurs.

+ d'infos sur
nantesmoncommerce.fr